

1904^e séance

Vendredi 5 juillet 1974, à 15 h 20

Président : M. A. KARHILO (Finlande)

E/SR.1904

POINT 3 DE L'ORDRE DU JOUR

Examen général de la politique économique et sociale internationale, y compris l'évolution régionale et sectorielle (suite) [E/5479, E/5486, E/5490, E/5502, E/5517, E/5521 et Add.1 à 3, E/5532 et Corr.1]

1. M. DUMAS (France) rappelle que l'Assemblée générale a confié au Conseil la mise en œuvre des décisions qu'elle a prises à sa sixième session extraordinaire concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international. Pour ce faire, le Conseil n'a guère de temps devant lui, et le contexte de crise commande des décisions rapides; de plus, les travaux doivent être finis avant la session extraordinaire de 1975 de l'Assemblée générale.

2. S'agissant d'abord de l'esprit qui doit animer un nouvel ordre économique international, la délégation française est attachée depuis longtemps à trois idées forces.

3. En premier lieu, l'ordre économique international renouvelé devra être le reflet d'une mentalité neuve, prenant appui sur une connaissance objective des données économiques les plus exactes que les méthodes modernes d'analyse permettent d'appréhender. Or, un peu partout dans le monde, les idées économiques sur lesquelles a reposé l'aventure du développement, surtout depuis trente ans, sont en train de se modifier profondément. Le simple poids de l'économie contemporaine sur une planète qui laisse entrevoir désormais ses limites physiques doit modifier beaucoup de manières de voir. De plus, l'exigence de justice s'impose de manière irréversible à la conscience universelle. Dans ces conditions, tout repli autarcique devient inconcevable; la persistance des inégalités est perçue comme un danger; la nécessité apparaît de contrôler en commun l'avenir de l'humanité pour qu'elle ne subisse pas les erreurs catastrophiques dues au hasard ou à l'accident.

4. La sauvegarde du bien commun, identifiée de plus en plus à la simple survie de l'espèce humaine, exige que la coopération internationale soit renforcée et la sécurité économique collective réclame une organisation plus consistante. Le rapport du Secrétaire général sur la sécurité économique collective (E/5529) est bien dans cet esprit.

5. Dans la conception intégrée du développement qui est celle du Conseil, aucun domaine d'activité — économie, organisation sociale, science ou culture — ne doit être laissé à l'écart.

6. Mais le souci de renforcement de la coopération internationale ne doit pas faire perdre de vue la deuxième idée force, qui est le respect de l'indépendance nationale, d'ailleurs retenu au nombre des principes fondamentaux du nouvel ordre économique international. Il convient de

sauvegarder en toutes circonstances pour chaque nation le droit à sa personnalité originale, la liberté de conclure librement des alliances en matière politique, économique ou culturelle et la possibilité de tracer son destin comme elle l'entend. L'expérience de la Communauté économique européenne montre que cela n'est pas incompatible avec la coopération.

7. Le double attachement à l'indépendance et à l'interdépendance organisée vise à substituer aux rapports de force qui ont prévalu jusqu'ici des rapports d'égalité et de justice entre partenaires. Dans cette perspective, on devrait aboutir à organiser progressivement les rapports économiques entre pays de manière à faire intervenir le moins possible dans la négociation les inégalités de puissance. Pour cela, il faut accroître le poids des plus démunis en favorisant la poursuite de leur développement, notamment dans le secteur industriel, et en facilitant la constitution de regroupements régionaux.

8. Enfin, la troisième idée force est que le nouvel ordre économique international doit être assez ouvert et se prêter suffisamment à la création continue pour s'adapter avec souplesse à tous les événements futurs. En effet, du fait de la mutation par laquelle l'humanité est en train de passer, il sera nécessaire de contrôler, pendant plusieurs décennies peut-être, une instabilité permanente affectant un peu tous les domaines de la vie collective. Si l'on y réussit, on aboutira à la restauration d'un ordre à la fois dynamique et stable, mais, pour y parvenir, il faudra plus de temps qu'il n'en reste d'ici à la prochaine session extraordinaire de l'Assemblée générale.

9. Toutefois, la mise en place d'un nouvel ordre économique international se heurtera à de nombreuses difficultés. La première résulte de l'existence de sociétés privées transnationales qui, par définition, ne sont pas entièrement dans la mouvance d'une nation déterminée, et qui, par statut, ne peuvent participer aux discussions des nations souveraines soucieuses d'organiser leurs rapports économiques mutuels. De plus, ces entreprises poursuivent des objectifs distincts de ceux des nations en se réclamant d'une liberté d'entreprise d'ailleurs légitime.

10. L'existence et le dynamisme d'unités de production non confinées à l'intérieur des frontières d'un Etat sont une nécessité de l'époque actuelle. Ces unités ont la faculté de combiner à travers le monde les facteurs de production de la manière la plus efficace, et elles disposent des techniques et des capitaux nécessaires à la mise en valeur des ressources naturelles encore disponibles, ce qui les rend difficiles à remplacer dans l'industrialisation d'Etats de petite taille.

11. Néanmoins, les firmes multinationales ne doivent pas constituer un obstacle de fait à la mise en place du nouvel

ordre économique envisagé. Il faut donc élaborer à leur usage des normes de conduite permettant de concilier les principes de liberté, qui sont à la base de leur action, et les principes d'organisation, qui sont à la base de l'action des Nations Unies. Le rapport (E/5500/Add.1) du Groupe de personnalités éminentes chargé d'étudier les effets des sociétés multinationales sur le processus du développement vient donc à son heure et comporte des suggestions intéressantes.

12. Une autre difficulté est liée au transfert des ressources financières au profit des pays en voie de développement. Il ne faut pas oublier que, pour des raisons géographiques ou autres, un bon nombre de pays, tant développés qu'en voie de développement, n'ont pas bénéficié, dans la capacité de négociation, des modifications qui découlent des événements économiques des mois derniers. Les besoins d'aide financière de ces pays restent considérables et appellent comme avant les efforts de la communauté internationale tout entière, et notamment de ceux, quels qu'ils soient, qui disposent aujourd'hui des dividendes de la puissance.

13. La délégation française est d'avis que la coopération internationale doit rester l'affaire de tous. En matière de transferts de ressources financières pour le développement, elle doit comporter des droits et des devoirs équitablement répartis, et il n'est pas nécessaire que ce soit exclusivement par référence aux groupes reconnus au sein de l'Assemblée générale. Un nouvel ordre économique ne saurait évidemment consacrer un autre état de fait que celui qui découle du lien entre l'indépendance nationale et la responsabilité internationale.

14. Exposant ensuite la façon dont la délégation française conçoit formellement les dispositions décrivant le nouvel ordre économique international et la manière de parvenir à leur élaboration, M. Dumas émet trois suggestions.

15. D'abord, en ce qui concerne l'aspect formel du Programme d'action adopté par l'Assemblée générale à sa sixième session, la délégation française le voit comme une construction intellectuelle rigoureuse à partir des quelques grands problèmes du temps présent et des solutions que l'on peut préconiser à leur sujet. Les problèmes de moindre importance et les solutions de détail n'en seront pas éliminés, mais ils n'apparaîtront qu'à une place seconde, comme conséquence des grands problèmes. Le Programme d'action n'est pour l'instant qu'une première ébauche de la construction envisagée.

16. Faute de temps, l'Assemblée générale n'a pu fixer de tâche précise aux différents organes de la famille des Nations Unies. En particulier, le Programme d'action, dans la partie relative au rôle du Conseil (chap. IX, par. 3), reste très général.

17. Pour qu'un ordre économique international nouveau ait des chances réelles de passer dans les faits, deux conditions doivent être remplies. D'une part, tous les organes compétents du système des Nations Unies doivent se saisir des problèmes qui les concernent pour apporter au Conseil des informations sur les réalités auxquelles l'action commune doit s'appliquer et pour lui fournir des avis techniques sur les mesures à mettre en œuvre. D'autre part,

informations et avis doivent avoir fait l'objet de délibérations dans les conseils gouvernementaux dont ces organes relèvent. Ces deux conditions doivent être remplies pour que les rapports établis par les agences représentent vraiment la contribution intellectuelle nécessaire pour donner toute sa portée à l'action entreprise.

18. En deuxième lieu, le Conseil dispose déjà de matériaux considérables élaborés ces dernières années par la communauté internationale, ou en cours d'élaboration. A cet égard, on peut citer notamment la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement et la Charte des droits et devoirs économiques des Etats. L'idée même d'un ordre économique international nouveau implique une stratégie pour sa mise en œuvre. Or cette stratégie existe, et elle a déjà fait l'objet d'un premier examen et d'une évaluation en 1973. Le Conseil est d'ores et déjà saisi des premières dispositions prévues pour un second examen en 1975, examen qui devra aboutir à une révision tenant compte à la fois des décisions de la sixième session extraordinaire de l'Assemblée générale et des changements survenus dans les données économiques sur lesquelles la Stratégie reposait. Ainsi révisée, cette stratégie fournira à tous les ouvriers de la communauté internationale les plans d'exécution du nouvel ordre économique international à construire, la Charte des droits et devoirs économiques des Etats définissant pour sa part l'éthique des relations économiques internationales.

19. Aux deux textes généraux cités plus haut s'ajoutent plusieurs programmes d'action, parmi lesquels le Programme mondial de l'emploi, le Plan d'action pour l'environnement, le Plan d'action mondial pour l'application de la science et de la technique au développement et le Plan d'action mondial de la population. On peut espérer que la Conférence mondiale de l'alimentation et la deuxième Conférence générale de l'ONUDI apporteront aussi prochainement leur contribution.

20. En troisième lieu, il faut donner la priorité aux problèmes capitaux dont la solution conditionne la vraisemblance d'un nouvel ordre économique international. Il en est essentiellement deux, d'ailleurs partiellement liés entre eux : l'organisation des marchés des produits de base, notamment celui des ressources énergétiques, et les relations financières internationales. Ce dernier est traité par les institutions compétentes, et il faut espérer que les dispositions actuellement retenues se révéleront à la mesure des problèmes à résoudre.

21. Par contre, le problème de l'organisation des marchés appelle des décisions de la part du Conseil. M. Dumas reviendra par la suite sur les projets de résolution présentés à ce sujet par son gouvernement (E/L.1599, projets de résolution I et III).

22. Parlant ensuite comme représentant du Président du Conseil des ministres de la Communauté économique européenne, qui est l'entité la plus fortement intégrée au système international des échanges, M. Dumas dit que la Communauté a très directement ressenti l'actuelle détérioration de la situation économique et monétaire et qu'elle est plus que toute autre consciente du danger que consti-

tuent pour l'ordre économique international les pressions inflationnistes et la détérioration des balances des paiements. Ces problèmes touchent non seulement la Communauté et ses Etats membres, mais aussi l'ensemble des pays du monde, et ils appellent des solutions à l'échelle mondiale.

23. En conséquence, la convocation d'une session extraordinaire de l'Assemblée générale, sur l'initiative du Gouvernement algérien, a paru particulièrement appropriée aux neuf gouvernements de la Communauté. Et, au lendemain de cette session extraordinaire, il leur paraît important de souligner deux des résultats de cette session : la prise de conscience sur le plan politique de la gravité de la situation, et la nécessité de surmonter cette crise des relations économiques internationales dans un esprit de solidarité de tous les Etats.

24. Pour la Communauté, l'effort collectif que le Conseil est appelé à préparer au cours de sa présente session doit s'orienter particulièrement dans trois directions complémentaires.

25. En premier lieu, il faut freiner le processus d'inflation qui sévit à l'échelle mondiale en évitant en même temps une récession économique, tout en maintenant ou en rétablissant l'équilibre des balances des paiements. Chaque Etat doit, dans une large mesure, faire lui-même un premier effort en adaptant sa politique économique nationale aux exigences de la situation. Les Etats membres de la Communauté s'efforceront, pour leur part, de mener cette action dans le cadre d'une coordination aussi étroite que possible de leurs politiques économiques et monétaires. Mais les efforts nationaux ou régionaux doivent aller de pair avec une coopération renforcée sur le plan mondial.

26. Les divers Etats doivent en particulier éviter de s'orienter vers des mesures commerciales restrictives, qui, bien que donnant l'impression fallacieuse de réduire à court terme certains problèmes concrets, risqueraient de déboucher sur un processus cumulatif ayant finalement des conséquences négatives pour tous les pays riches ou pauvres. C'est pourquoi la Communauté se félicite plus particulièrement de la Déclaration adoptée par les gouvernements des pays membres de l'OCDE le 30 mai 1974¹, ainsi que de la Déclaration mise au point lors de la récente réunion ministérielle du Groupe des Vingt du FMI². Ces déclarations font ressortir heureusement la volonté politique de ceux qui y ont souscrit de maintenir le degré actuel de libération des échanges internationaux, dans l'intérêt de tous.

27. Ainsi, la Communauté s'intéresse non seulement aux problèmes de conjoncture, mais encore aux efforts à plus long terme menés au sein de l'Organisation des Nations Unies en vue d'un système économique international futur accepté comme juste et équitable par tous les pays concernés. Cette perspective est une puissante motivation pour favoriser la coopération internationale même à court terme.

28. Concernant cette seconde catégorie de problèmes, les réflexions relatives à l'amélioration du système économique international devraient se concentrer tout d'abord sur le problème des matières premières.

29. La question de la stabilisation et de l'expansion des exportations de matières premières n'a cessé de revêtir une grande importance; la Communauté ne se dérobera pas à des réajustements des prix des matières premières, qui devraient être rémunérateurs pour les producteurs et équitables pour les consommateurs. Cela n'épuise néanmoins pas le problème. Les récents événements ont montré qu'il serait dans l'intérêt de tous — pays en voie de développement ou développés, pays producteurs ou consommateurs — de définir des politiques assurant, dans une perspective à plus long terme, la mise en valeur des ressources disponibles dans des conditions à la fois rationnelles et équitables. En particulier, il faut faciliter le développement économique diversifié des pays producteurs tout en assurant aux pays consommateurs, développés ou en voie de développement, une sécurité d'approvisionnement à des conditions normales. Les politiques définies ne méconnaîtront pas les forces du marché, mais elles devront comporter les correctifs indispensables pour que ces forces jouent de façon correcte et pour assurer ainsi des avantages mutuels à tous les pays concernés.

30. La Communauté estime que le Conseil est le forum approprié pour des échanges d'idées qui permettront de dégager les grandes orientations des solutions à rechercher. La mise en œuvre de ces solutions se fera le plus efficacement possible par le biais de négociations, notamment celles déjà convenues dans le cadre du GATT. A cet égard, M. Dumas rappelle les principes de la Déclaration de Tokyo. Dans ce cadre, une négociation portant à la fois sur les conditions d'accès aux marchés des pays développés et sur les conditions d'approvisionnement en matières premières ouvrirait des perspectives favorables à la mise en place de solutions équitables et mutuellement avantageuses.

31. La troisième composante de la politique de la Communauté concernant les problèmes actuellement en discussion est le maintien et l'amélioration des efforts faits au titre de la politique de l'aide au développement. Sur ce point, le représentant de la Commission des Communautés européennes interviendra lui-même en temps opportun.

32. Parlant à nouveau en tant que représentant de la France, M. Dumas rappelle les deux projets de résolution présentés par son gouvernement; l'un de ces projets porte sur la mise en place d'un comité restreint transitoire chargé de préparer les dossiers relatifs à l'organisation des marchés, en tout premier lieu celui des ressources énergétiques, l'autre projet porte sur la création d'un observatoire économique chargé de publier des données objectives sur les prix, la production, la consommation et les stocks de matières premières.

33. En présentant ces deux textes, la France a été motivée par le fait que l'impulsion qui a conduit à vouloir mettre sur pied un nouvel ordre économique international a été donnée par des perturbations du marché des ressources énergétiques et plus généralement des ressources naturelles, perturbations qui ont sur la vie des peuples des consé-

¹ Pour le texte de cette déclaration, voir le communiqué de presse OCDE, du 30 mai 1974.

² Pour le texte de cette déclaration, voir le communiqué de presse FMI, No 74/32, du 13 juin 1974.

quences qu'il convient de maîtriser d'urgence. D'autre part, la maîtrise d'une situation aussi complexe exige le recours aux principes les plus éprouvés de l'efficacité dans l'action. Or, une bonne décision dépend d'une bonne information et, pour décider à plusieurs, il convient de faire préparer la décision par quelques-uns.

34. Le projet d'observatoire économique répond au premier de ces principes. Jusqu'ici, sur les marchés des produits de base, les négociateurs pratiquaient, pour des besoins de stratégie, une rétention compréhensible de l'information. Organiser ces marchés par voie de négociation entre Etats implique l'existence d'informations largement publiées permettant d'assurer à tout moment la transparence des marchés.

35. Le projet de comité restreint transitoire répond au second principe d'efficacité énoncé plus haut. Cet organe assurerait la continuité des discussions de la sixième session extraordinaire de l'Assemblée générale relativement aux matières premières et amorcerait notamment le dialogue entre producteurs et consommateurs de ressources en vue des décisions vitales qui seront prises concernant la répartition de l'énergie dans le monde.

36. La délégation française accueillera volontiers les suggestions et amendements visant à enrichir les textes qu'elle a proposés ou à préciser le rapport pouvant exister entre eux et les deux autres projets de résolution présentés par les Gouvernements de l'Arabie Saoudite et des Etats-Unis d'Amérique (E/L.1599, projets de résolution IV et II respectivement).

37. La délégation française se déclare en faveur de l'instauration d'un nouvel ordre économique international qui satisfasse aux grands idéaux français de liberté, d'égalité et de fraternité ainsi qu'à l'idéal de justice. A cet égard, la conviction de la délégation française repose sur une analyse de la situation actuelle du monde. Un sentiment de gravité découle de la découverte d'une sorte de seuil que la communauté humaine doit franchir si elle veut rester dynamique. Ce qui est demandé à toutes les nations, c'est un renouvellement plus profond que celui que les esprits et les opinions publics sont préparés à supporter. A la définition et à la mise en œuvre d'un nouvel ordre économique international dynamique, toutes les volontés organisées doivent donc concourir. C'est pourquoi la délégation française se réjouit de la contribution qui sera apportée dans quelques jours au Conseil par le représentant de l'Association internationale des parlementaires de langue française.

38. Les frontières de notre planète sont déjà désormais visibles. La poursuite du dynamisme dans la conquête de nouvelles terres et dans l'aventure extérieure n'est plus possible. L'aventure est désormais intérieure. Pour assurer un avenir à la planète, il faut suppléer à la conquête par un surcroît d'organisation. C'est bien ainsi qu'un nouvel ordre économique international garanti par les Nations Unies apparaît aux yeux de la délégation française.

39. L'organisation n'est certes pas aussi exaltante que la conquête, avec toute sa part de risque mais aussi d'espoir. Toutefois, M. Dumas est profondément convaincu que

l'immense et complexe effort qui va être entrepris doit aboutir à des résultats qui suscitent de nouveaux espoirs pour tous les peuples.

40. M. NESTERENKO (Union des Républiques socialistes soviétiques) déplore à son tour que la situation économique actuelle, caractérisée par une série de crises dans les domaines de la finance, de l'alimentation et de l'énergie en particulier, ait eu pour effet de désorganiser les rapports économiques entre les nations et de freiner l'évolution positive qui s'était amorcée sur le plan politique; il faut éviter à tout prix de bloquer le processus de détente qui s'était enfin déclenché et de ruiner la possibilité qui s'était fait jour de traduire dans les faits les principes de coexistence pacifique entre pays dotés de systèmes politiques et économiques différents et de développer la coopération économique, scientifique et technique sur le plan international. Le climat politique s'est notablement amélioré sur le continent européen et des progrès marquants ont été réalisés notamment sur le plan des échanges bilatéraux. Il reste à jeter des fondements plus sûrs pour des rapports stables et mutuellement avantageux entre les pays d'Europe et, pour cela, résoudre le problème des armements en Europe centrale qui fait l'objet des pourparlers se poursuivant à Vienne entre les pays membres du Pacte de Varsovie et les pays membres de l'Organisation du Traité de l'Atlantique nord.

41. Par ailleurs, les résultats positifs des entretiens récents entre les chefs d'Etat des Etats-Unis et de l'URSS constituent un pas décisif dans la voie d'un rapprochement qui répondrait aux intérêts de ces deux grands pays, et aussi du monde entier, comme l'a souligné M. Brejnev, qui s'est déclaré prêt à ne rien négliger pour qu'une paix stable s'instaure entre ces deux grands pays. Le Programme pour la paix qui est l'un des thèmes du vingt-quatrième Congrès du parti communiste de l'Union soviétique poursuit lui aussi un objectif de paix et préconise une ligne d'action politique qui a pu être qualifiée d'attaque pacifique. Le Comité consultatif politique des pays membres du Pacte de Varsovie a, de son côté, souligné la nécessité d'atténuer les tensions qui subsistent dans le monde et s'est prononcé en faveur d'une coopération économique équitable fondée sur le respect du droit souverain des Etats, du principe de la souveraineté des Etats sur leurs ressources naturelles, du principe de la clause de la nation la plus favorisée, ainsi que sur la volonté d'assurer le développement économique rapide des pays en voie de développement et d'abolir les séquelles de la politique impérialiste.

42. Il importe que les Nations Unies soient à la hauteur de la tâche qui leur incombe aux termes de la Charte de favoriser la paix et la coopération entre les nations et d'œuvrer pour assurer le progrès social dans le monde. Ce dernier point en particulier est l'un des thèmes des débats actuels du Conseil qui recherche les moyens d'atténuer les répercussions engendrées sur le plan social par le développement économique lui-même. Ce développement, en effet, s'est traduit en particulier par une augmentation du nombre des chômeurs et, par voie de conséquence, par une aggravation des conflits sociaux. Les événements économiques récents provoquent un ralentissement général du progrès économique et social, mais leurs effets sont particulièrement néfastes pour les pays les moins déve-

loppés. La hausse des prix des matières premières n'a pas réussi à améliorer la situation des pays en voie de développement, car les fluctuations des taux et l'inflation, en augmentant les prix des articles manufacturés, ont annulé les bénéfices retirés par ces pays de la vente de leurs matières premières. Comme les pays en voie de développement restent essentiellement fournisseurs de matières premières et de produits agricoles, le fossé s'élargit entre eux et les pays industrialisés et leurs peuples ne peuvent participer aux fruits de la révolution scientifique et technique des dernières années.

43. La délégation soviétique a souvent eu l'occasion de faire connaître sa position de principe sur ces questions. Cette position est parfaitement reflétée dans la déclaration prononcée par M. Gromyko à la sixième session extraordinaire de l'Assemblée générale (2210ème séance plénière) sur les produits de base. M. Gromyko a souligné en particulier la nécessité pour toutes les nations d'unir leurs efforts afin d'élaborer une méthode d'action politique susceptible de résoudre les problèmes parvenus à maturité. Partant de cette idée, la délégation soviétique estime que le Conseil, pour aborder l'étude des questions qui relèvent de sa compétence, devrait s'inspirer des principes suivants.

44. Premièrement, le progrès économique et social est inséparable du maintien de la paix et de la sécurité dans le monde. L'absence d'une coexistence pacifique entre les Etats dotés de systèmes différents empêche en effet de résoudre des problèmes dont dépend le sort futur de l'humanité. Il importe donc que tous les Etats contribuent de façon positive à instaurer un processus de détente irréversible. Pour cela, des mesures devront être prises pour assurer un désarmement général et complet, notamment dans le domaine nucléaire et pour réduire, comme on l'avait proposé à la vingt-huitième session de l'Assemblée générale [résolution 3093 (XXVIII)], le budget militaire des membres permanents du Conseil de sécurité et consacrer la majeure partie des économies ainsi réalisées à l'aide aux pays en voie de développement.

45. Deuxièmement, la politique internationale en faveur de la paix devrait se fonder sur un élargissement des rapports entre Etats dans les domaines scientifique, économique, social et culturel qui respecterait les principes de l'égalité des droits et de la non-ingérence. Les échanges commerciaux en particulier devraient être régis selon de tels principes, ce qui obligerait à éliminer toute discrimination et à définir de manière plus précise la clause de la nation la plus favorisée en prévoyant certaines exceptions pour les pays en voie de développement.

46. Troisièmement, il importe que les pays en voie de développement deviennent des participants à part entière à ces échanges mondiaux, ce qui ne sera que lorsque ces pays jouiront d'une indépendance économique véritable et que le niveau de vie de leur population se sera amélioré. La réalisation de ces objectifs serait facilitée par l'adoption de mesures de réforme, l'intensification du développement économique au moyen en particulier de l'industrialisation, la mise en œuvre des principes de l'économie planifiée, une attention accrue accordée aux budgets nationaux de manière à assurer une meilleure répartition des ressources, et une réglementation plus sévère des activités des sociétés à capital international.

47. Quatrièmement, pour assurer le progrès des pays en voie de développement, il faut lutter contre les monopoles qui, en poursuivant une politique de profit personnel, font obstacle à l'indépendance économique de ces pays en perpétuant des conditions d'exploitation et de colonialisme. Il importe que les pays puissent contrôler les activités des monopoles, qui ont la mainmise sur les secteurs clefs de leur économie et qui, en exportant leurs bénéfices vers leurs pays d'origine, diminuent d'autant les ressources des pays en voie de développement.

48. L'assainissement de la politique économique doit également passer par l'abolition des séquelles du colonialisme et la Déclaration des Nations Unies sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux doit être traduite dans les faits. C'est pourquoi la lutte contre la décolonisation et contre l'impérialisme constitue une condition essentielle du progrès, étant entendu que cette lutte doit être menée avec énergie et décision, car l'expérience a prouvé que les appels aux bons sentiments ne sont jamais suivis d'effets.

49. Cinquièmement, l'action des sociétés multinationales constitue un facteur de désorganisation de la politique économique mondiale. Cette action est particulièrement néfaste aux pays en voie de développement, car elle menace leur souveraineté et leur indépendance nationale, leur fait perdre le contrôle de leurs ressources, sape leurs programmes de développement, freine leur vie économique et sociale et met leur balance des paiements en péril. Il faudrait que les pays en voie de développement aient le droit de décréter la nationalisation de ces sociétés qui violent le principe de leur souveraineté nationale sur les ressources naturelles et qu'ils puissent contrôler les activités du capital international.

50. La délégation soviétique pense que l'on pourrait s'inspirer de l'exemple des pays socialistes, dont la structure sociale est conçue de manière à supprimer l'exploitation d'une classe par l'autre, à mettre fin au chômage et aux crises économiques et inflationnistes, et à permettre une division internationale du travail propre à assurer le développement économique. L'objectif fondamental de la production dans ces pays est de répondre aux aspirations des peuples et d'élever leur niveau de bien-être. Dans le cadre du CAEM, les rapports entre pays sont fondés sur l'égalité des droits, le caractère volontaire de l'adhésion au CAEM et la coopération mutuelle, et ils aboutissent à une égalisation des niveaux de développement économique des différents Etats. Depuis 1971, l'intégration économique et sociale des pays du CAEM s'est intensifiée, pour le plus grand bien de tous les pays membres dont la production et le revenu ont considérablement augmenté au cours de cette période. M. Brejnev a souligné lors de la dernière session du CAEM que des rapports économiques internationaux qui se modèleraient sur les rapports économiques entretenus au sein du CAEM contribueraient beaucoup à supprimer les inégalités entre nations et à mettre fin aux échanges non équivalents favorisés par la politique colonialiste.

51. L'Union soviétique, dont le progrès économique a pris un nouvel essor au cours de ces dernières années, a accru ses échanges commerciaux avec les pays industrialisés et a conclu des accords notamment avec le Japon, à qui l'URSS

vend du charbon et achète des équipements industriels, et avec des firmes de l'Allemagne occidentale en vue de la construction de complexes industriels. Des accords de coopération scientifique et économique ont été conclus avec les Etats-Unis lors du voyage de son président en URSS. Ces accords sont conçus de manière à profiter non seulement aux Etats parties mais aussi à l'ensemble de la communauté mondiale.

52. L'Union soviétique continue à coopérer avec les pays en voie de développement en vue de leur offrir toute son assistance, dans le cadre d'échanges commerciaux. En 1973, ses échanges commerciaux avec les pays en voie de développement ont augmenté de 40 p. 100 et le volume de la coopération dans les domaines scientifique, technique et économique a également crû dans de fortes proportions. Dans des cas nombreux, la coopération économique de l'Union soviétique avec les pays en voie de développement a atteint une phase où les rapports économiques entre pays sont mutuellement avantageux. Certains accords à long terme ont été conclus, notamment en 1972 un traité de coopération de dix ans avec l'Iran et, en 1973, un traité de quinze ans avec l'Inde.

53. L'Union soviétique attache une grande importance à la question de la coopération multilatérale, dont débattent de nombreux organes des Nations Unies. La mise en œuvre des décisions prises à la sixième session extraordinaire de l'Assemblée générale pourrait contribuer à supprimer les inégalités, à accroître l'indépendance économique des pays en voie de développement et à mettre fin aux séquelles du colonialisme. L'Union soviétique pour sa part est prête à approuver toute mesure qui s'inspirerait de ces principes et à s'efforcer d'aider les pays en voie de développement touchés par la situation économique actuelle. L'Union soviétique participerait à tous les travaux susceptibles de transformer les rapports économiques internationaux en instruments de développement.

54. L'Union soviétique, consciente de la nécessité pour les pays en voie de développement d'accroître leur coopération mutuelle en vue d'élaborer des programmes communs visant à développer, par exemple, leurs ressources alimentaires, énergétiques, hydrauliques ou forestières, est prête à offrir une aide technique à ces pays en les aidant à élaborer des recommandations appropriées et à mettre au point des plans économiques, en offrant des bourses pour la formation de cadres compétents et en finançant l'envoi d'experts de ces pays en URSS pour y compléter leur formation.

55. M. Nesterenko rappelle que l'examen des questions qui viennent d'être évoquées ne doit pas faire oublier au Conseil d'autres problèmes tels que, par exemple, celui de la coopération économique et sociale entre pays dotés de systèmes différents. Le Conseil devra également s'occuper de problèmes d'intérêt général tels que l'inflation, l'augmentation des prix et le chômage en se fondant pour cela sur une base aussi générale que possible, de manière à englober tous les pays, et en ayant garde d'oublier que la sécurité et le développement économique et social ne peuvent être assurés que si les conditions de paix et de progrès règnent dans toutes les parties du monde.

56. Pour sa part, l'Union soviétique entend, en se fondant sur les positions de principe qu'elle vient d'énoncer,

participer activement à l'examen de ces questions et à la recherche de solutions constructives.

57. Mme SIGURDSEN (Suède) dit que l'adoption de la Déclaration concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international a confirmé la tendance actuelle à évoluer vers une conception intégrée du développement. Effectivement, il apparaît aujourd'hui que le développement doit englober tous les domaines de la vie économique : commerce; questions monétaires, transports, transfert des techniques, souveraineté sur les ressources naturelles, contrôle des activités des sociétés transnationales. Il faut que les pays riches tiennent compte de cette conception élargie; la Suède, quant à elle, étudie actuellement d'une manière intégrée les demandes des pays en voie de développement et les effets de sa politique économique sur ces pays.

58. Dans cette perspective, si l'on veut que le système des Nations Unies puisse accomplir la tâche qui l'attend à présent, il faut réexaminer la coordination à l'intérieur de ce système. La délégation suédoise, pour sa part, déploiera tous ses efforts pour que le Conseil puisse parvenir à des résultats tangibles dans ce domaine à la présente session.

59. Pour établir un ordre économique international plus juste et plus équitable, la tâche la plus urgente est de lancer un programme à court terme pour aider les pays en voie de développement les plus gravement touchés par la crise économique actuelle. Tous les pays industrialisés et d'autres donateurs éventuels doivent coopérer activement à cette fin. Il faut que les pays les plus gravement touchés reçoivent une assistance rapide, à des conditions favorables. Or, le niveau actuel de l'assistance au développement est bien inférieur aux niveaux que l'on pourrait juger raisonnables, tant du point de vue des besoins que des possibilités. Il faut souligner que si tous les pays développés atteignaient l'objectif fixé dans la Stratégie internationale du développement pour l'assistance officielle au développement, 10 à 12 milliards de dollars supplémentaires seraient mis à la disposition des pays pauvres. Cela permettrait non seulement de répondre aux besoins les plus urgents, mais aussi d'effectuer des investissements à long terme. La Suède, pour sa part, atteindra l'objectif de 0,7 p. 100 en 1975. Pour aider les pays qui ont un grand besoin de ressources supplémentaires et en réponse à l'appel du Secrétaire général, le Gouvernement suédois a décidé d'augmenter son assistance bilatérale d'environ 20 millions de dollars. Cette somme pourra être utilisée pour payer des importations immédiates. De plus, en ce qui concerne le Fonds spécial prévu dans la résolution 3202 (S-VI), le Gouvernement suédois est prêt à agir rapidement si une solution bénéficiant d'un large appui est adoptée à l'ONU.

60. La Suède se réjouit que, dans le Programme d'action, des mesures urgentes et efficaces soient prévues pour assurer une participation accrue des pays en voie de développement — bénéficiaires ou contributeurs — au processus de prise de décisions de la BIRD, de l'IDA et d'autres organismes internationaux de financement. Les pays en voie de développement doivent effectivement avoir une influence sensiblement accrue dans les organismes d'aide multilatérale. Il ne faudrait pas que le volume et la qualité de l'assistance officielle au développement et les politiques et procédures des institutions multilatérales

soient examinés seulement dans des institutions dominées par les pays industrialisés; cela irait évidemment à l'encontre des intentions et des décisions de la session extraordinaire.

61. Les arrangements qui vont être adoptés par le Fonds spécial marqueront un début dans le travail de restructuration du système de l'aide multilatérale. L'organisation, le droit de vote et la politique de ce fonds en matière de prêts devront être conformes aux nouveaux principes adoptés par l'Assemblée générale. Pour organiser le Fonds spécial il faudra résoudre d'importantes questions concernant le rôle des pays en voie de développement dans le processus de prise de décisions et dans la politique de prêt; ce sera là une occasion unique de réexaminer l'ensemble du système d'aide multilatérale. A cette session, le Conseil devrait identifier les problèmes qui se posent à cet égard et demander que soient rédigées les études spéciales nécessaires pour ses délibérations futures et pour celles de l'Assemblée générale.

62. A propos de la Stratégie internationale du développement, Mme Sigurdson s'interroge ensuite sur les possibilités que l'on a d'observer et de mesurer le développement. Les données statistiques ne renseignent guère sur les conditions de vie réelles des populations. Il faudrait élaborer des normes nouvelles et plus perfectionnées à cette fin. De plus, l'ONU devrait améliorer et si possible quantifier les objectifs sociaux de la Stratégie.

63. Malheureusement, on constate que, dans le processus du développement, il y a des mécanismes qui, en rendant une minorité plus prospère, réduisent à la pauvreté le plus grand nombre. Lorsqu'une économie fondée sur l'agriculture de subsistance est transformée en une économie de grande production agricole et industrielle, de larges secteurs de population sont affectés : fermiers chassés de leurs terres vers des bidonvilles, nomades repoussés vers des zones où ils ne peuvent pas subsister, etc. Les variétés de céréales à haut rendement peuvent détériorer la qualité des sols et menacer ainsi l'existence même des générations futures. Une industrialisation rapide peut répandre le chômage parmi les personnes qui vivent de l'artisanat. Face à des situations de ce genre, il faut que l'ONU identifie les conflits inhérents au développement et analyse les mécanismes générateurs de pauvreté.

64. Dans ce même contexte, il faut souligner que les activités des sociétés multinationales compromettent souvent les efforts des pays en voie de développement visant à l'indépendance économique, et aggravent fréquemment les tensions et les problèmes sociaux dans ces pays. Il faut donc que ces activités soient adaptées aux objectifs nationaux et internationaux. Le mouvement syndical international peut jouer un rôle utile à cet égard : il faudrait que dans ses décisions concernant les sociétés multinationales l'ONU tienne dûment compte de ses idées. Au niveau national, les gouvernements devraient réexaminer la législation du travail pour abolir les dispositions qui favorisent les sociétés multinationales.

65. Les sessions extraordinaires de 1974 et 1975 de l'Assemblée générale, la Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, la Conférence mondiale de la population et

la Conférence mondiale de l'alimentation montrent que la communauté internationale est décidée à s'attaquer aux problèmes de la pauvreté, de la malnutrition et du développement; la communauté internationale doit à présent relever un grand défi; un échec aurait des conséquences graves sur l'avenir de la coopération internationale pacifique en faveur du développement.

66. M. EKLUND (Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique) désire mettre en lumière certains des renseignements fournis dans la note du Directeur général de l'AIEA (E/5493) qui constitue elle-même une mise à jour des renseignements contenus dans le rapport annuel de l'Agence à l'Assemblée générale³. Pendant l'année écoulée, la Conférence générale et le Conseil des gouverneurs de l'AIEA ont accordé une attention toute particulière à trois grandes questions. Il s'agissait, premièrement, de s'assurer des fonds suffisants pour l'exécution du programme d'assistance technique de l'Agence, deuxièmement, de déterminer l'attitude que l'AIEA devrait adopter en présence de la nouvelle situation énergétique mondiale et, troisièmement, d'établir les mesures que l'AIEA devrait prendre pour veiller à ce que des normes rigoureuses soient appliquées en matière de sécurité et d'environnement étant donné la rapidité du développement prévu de l'énergie nucléaire.

67. Par ailleurs, une conférence des parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires se réunira à Genève en 1975 pour examiner les progrès réalisés dans la mise en œuvre du Traité; les préparatifs ont déjà commencé et l'AIEA fournira des rapports sur ses travaux en matière de garantie ainsi que sur son rôle d'animateur de la collaboration internationale dans le domaine des applications de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques. A ce sujet, M. Eklund appelle l'attention du Conseil sur le rapport qui a été rédigé en 1968 par un groupe d'experts convoqué par le Secrétaire général⁴ et qui a estimé à 170 millions de dollars (valeur de 1968) le coût d'une modeste force nucléaire et à 560 millions de dollars par an celui d'une petite force de haute qualité.

68. L'objectif des contributions volontaires qui alimentent le programme d'assistance technique de l'Agence, financé par ses propres ressources, est de 3 millions de dollars et le Conseil des gouverneurs a recommandé de fixer à 4,5 millions de dollars l'objectif pour 1975. L'AIEA exécute à l'heure actuelle plus de 100 projets du PNUD, dont 15 sont des projets de grande envergure, alors qu'à la mi-1973 ce nombre était de 9. Enfin, l'Agence compte actuellement 104 Etats membres, la Mongolie et la République démocratique allemande étant devenues membres au cours de l'année écoulée. Le Conseil a en outre recommandé l'admission de la République démocratique de Corée et de Maurice.

69. Le Directeur général de l'Agence évoque ensuite l'évolution des principaux programmes. La hausse des prix

³ A/9125 et Corr.1.

⁴ *Effets de l'utilisation éventuelle des armes nucléaires et incidences que pourraient avoir pour les Etats, tant sur le plan économique que sur celui de leur sécurité, l'acquisition et le perfectionnement de ces armes* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.68.IX.1), par. 67 et 68.

du pétrole a provoqué une augmentation du nombre des commandes de centrales nucléaires dans presque tous les grands pays industriels. Pour les pays en voie de développement, la situation a changé de manière plus radicale encore : des centrales nucléaires d'une puissance du tiers ou du quart de celles qui sont construites actuellement pour les pays industriels deviendront probablement concurrentielles dans de nombreux pays en voie de développement.

70. Voulant déterminer l'importance du marché potentiel de l'énergie nucléaire dans ces pays, l'AIEA, avec l'aide de la Banque mondiale et d'autres organisations, a procédé l'an dernier, dans 14 pays en voie de développement, à une étude détaillée dont les résultats vont être mis à jour.

71. L'an dernier également, l'Agence a fait savoir au Comité des ressources naturelles du Conseil que le monde devait prendre des mesures énergiques pour éviter qu'une pénurie d'uranium ne se produise au cours de la prochaine décennie. Elle a noté avec satisfaction une augmentation du nombre des projets de prospection de l'uranium de grande envergure qu'elle est appelée à exécuter pour le compte du PNUD. En outre, l'AIEA a été invitée en février 1973 à servir d'intermédiaire dans la fourniture de combustible nucléaire pour une centrale située dans un Etat membre, le Mexique. Depuis lors, un deuxième accord du même type a été conclu avec la Yougoslavie.

72. Les prévisions sur le développement de l'énergie d'origine nucléaire ont avivé la discussion au sujet de ses incidences sur l'environnement. Pour aider à régler ce problème, l'AIEA a intensifié ses activités en matière de sécurité et de protection de l'environnement, notamment dans les domaines du traitement des déchets nucléaires, des incidences globales sur l'environnement de la production nucléaire et des normes de sécurité et de bon fonctionnement des centrales nucléaires, cela afin de répondre aux demandes croissantes d'envoi de missions afin qu'elles procèdent au choix des sites et déterminent les mesures de sécurité. Le programme élargi de l'Agence dans le domaine de l'environnement bénéficie des contributions spéciales des Etats membres et du Fonds du PNUE.

73. La sécurité nucléaire est à l'ordre du jour et l'on a tendance à lui donner beaucoup d'importance. Mais l'Agence demande instamment, aux organisations du système des Nations Unies surtout, de la consulter avant de publier des textes visant à décrire les incidences éventuelles de l'énergie nucléaire sur l'environnement. Du reste, sur la demande des parties à la Convention internationale de 1973 pour la prévention de la pollution par les navires, l'AIEA met au point une définition des déchets de haute activité et établit des modalités applicables aux déchets qu'il est possible de rejeter sans danger à la mer.

74. Pour ce qui est du rôle de la science nucléaire dans l'alimentation et l'agriculture et dans les ressources en eau, le taux d'augmentation de la production agricole au cours des dix dernières années, dans 42 pays en voie de développement, a été inférieur à celui de l'accroissement démographique. Le programme mixte FAO/AIEA d'utilisation des techniques nucléaires dans l'alimentation et l'agriculture ne peut pas avoir une grande influence sur cette situation extrêmement grave, mais l'AIEA s'est vu

confirmer par ces pays mêmes l'importance qu'ils attachent à ce programme et la nécessité d'augmenter les fonds mis à sa disposition. L'agriculture et l'eau sont étroitement liées et les institutions des Nations Unies qui exécutent de grands projets concernant les ressources en eau font de plus en plus appel aux services de l'AIEA pour procéder à des études d'hydrologie isotopique en vue d'obtenir des renseignements sur les eaux souterraines des régions arides. Près de 200 spécialistes des ressources en eau, originaires de 45 pays, ont assisté ce printemps à un colloque sur la question qui s'est tenu au siège de l'Agence, à Vienne.

75. La médecine nucléaire est maintenant fermement établie et le Directeur général de l'OMS envisage avec le Directeur général de l'Agence de transférer de l'AIEA à d'autres organismes certaines responsabilités concernant des applications courantes. L'AIEA continuera à concentrer ses activités sur les questions intéressant spécialement les pays en voie de développement et sur les utilisations médicales nouvelles et plus expérimentales des radio-isotopes, ainsi que sur les appareils nucléaires et les produits radiopharmaceutiques nouveaux.

76. Le système international de documentation nucléaire automatisée s'étend actuellement à tout le domaine des publications sur les sciences nucléaires. L'AIEA pense que ce système traitera de 65 000 à 70 000 éléments d'information par an avant la fin de l'année et que la période de développement rapide prendra alors fin. Il a servi de modèle à l'établissement d'un système analogue pour l'agronomie que la FAO organise maintenant avec l'aide de l'Agence; en outre, le système UNISIST est actuellement mis au point avec l'UNESCO.

77. Pour ce qui est de la coordination avec d'autres organisations internationales, il faudra veiller à éviter la prolifération des réunions sur l'énergie. Il convient aussi de réaffirmer que l'AIEA est l'organisation essentiellement responsable des questions concernant les effets des applications de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques sur l'environnement. Dans le domaine de l'énergie, une coopération s'est instaurée entre l'AIEA et la BIRD : la BIRD a aidé l'AIEA à effectuer l'étude de marché déjà mentionnée, et l'AIEA aide la BIRD dans ses études sur le rôle croissant de l'énergie d'origine nucléaire et sa contribution aux ressources énergétiques futures. La coordination des activités de l'AIEA avec celles des autres organisations internationales ne pose pas de grands problèmes. Pour l'essentiel, l'AIEA a constaté que les accords de relations qu'elle a conclus avec les Nations Unies et les institutions spécialisées, ainsi que les arrangements spéciaux comme la Division mixte FAO/AIEA établie sur la base de ces accords, offrent un cadre satisfaisant pour la coopération. L'AIEA pour sa part ne souhaite pas leur voir apporter de modifications formelles, mais elle souligne la nécessité d'avoir des relations de travail et des consultations directes, de faire preuve de souplesse et d'empressement à essayer de nouvelles formes de coopération. Les formules juridiques les plus explicites ne sauraient empêcher les chevauchements d'activités, mais une attitude constructive peut souvent dissiper les conflits de compétence formels qui sont inscrits dans les statuts et les constitutions de nombreux organes des Nations Unies et qui ne sauraient être éliminés par la voie d'amendements constitutionnels. Cependant, la priorité doit rester aux problèmes économiques, sociaux et

technologiques qui se posent à tous les organismes des Nations Unies.

78. M. CAVAGLIERI (Italie), notant que la cinquante-septième session du Conseil suit de près la sixième session extraordinaire de l'Assemblée générale sur les problèmes du développement et les produits de base, dit qu'il incombera au Conseil de régler les problèmes de mise en œuvre des principes adoptés par l'Assemblée afin de renforcer le rôle du système des Nations Unies dans le domaine de la coopération économique [voir résolution 3202 (S-VI), chap. IX, par. 3]. L'appel lancé par l'Assemblée générale en faveur de l'intensification de la coopération entre les Etats souligne les graves difficultés que rencontre l'économie mondiale et indique la route à suivre pour les surmonter. Le remède ne pourra être qu'universel et à long terme.

79. Les deux premiers chapitres de la deuxième partie de *l'Etude sur l'économie mondiale, 1973* (E/5521 et Add.1) donnent un résumé clair de la situation. Un état d'incertitude générale, les conditions toujours changeantes de la production et du commerce, une très grande fluidité dans le domaine monétaire, l'absence généralisée de stabilité dans tous les secteurs économiques où l'inflation et la hausse des prix touchent directement ou non tout le monde, telles sont les principales composantes du tableau. Il est évident que cette situation n'a pas surgi du néant; elle est le résultat du jeu des facteurs politiques, sociaux et économiques. Le tout s'est manifesté de façon particulièrement spectaculaire au cours des dix-huit derniers mois avec la hausse inouïe des prix des matières premières, notamment dans le domaine de l'alimentation et de l'énergie. *L'Etude* situe les répercussions de la hausse du prix du pétrole en fonction de leur proportion et de leur soudaineté: le rôle technique et financier que joue l'énergie de nos jours ne saurait être mieux mis en lumière, pas plus que les changements survenus dans la situation de chaque Etat.

80. La distinction entre pays industrialisés et pays en voie de développement a pratiquement perdu son sens lorsque l'on considère les ressources disponibles: aujourd'hui, être industrialisé c'est pouvoir exporter de la technologie et du savoir-faire. Le véritable problème tient à la quantité et à la qualité des besoins et des ressources de chaque pays. Pour plusieurs pays en voie de développement, le principal problème est d'utiliser leurs ressources financières ou naturelles, réelles ou potentielles, en vue de renforcer leur infrastructure économique et leur système de production. A long terme donc, la coupure entre les pays doit disparaître; mais à court terme, il y a encore les pays qui peuvent aider les autres à surmonter leurs difficultés, et ceux qu'il faut aider. Voilà l'une des implications des principes généraux de coopération et d'interdépendance entre Etats que l'Assemblée générale n'a cessé de souligner comme étant les principes directeurs de toute action entreprise pour améliorer la situation.

81. L'évolution actuelle vers un nouveau système économique se fait rapidement suivant quelques lignes bien déterminées, à savoir: l'élaboration de règles et critères généraux, l'adoption de positions et de méthodes communes pour régler les grands problèmes; la mise en œuvre de mesures à court terme pour faire face aux

situations d'urgence. Il est maintenant admis par tous que l'instauration de ce nouveau système économique ne peut se faire que sur un plan international de plus en plus large et ce concept a trouvé son expression dans la notion de sécurité économique collective.

82. La dernière partie du rapport du Secrétaire général sur la sécurité économique collective (E/5529) illustre la façon dont cette notion permet d'agir à l'égard des problèmes les plus complexes et vitaux d'aujourd'hui. La délégation italienne estime pour sa part que l'action internationale dans le domaine économique n'entraîne pas nécessairement la création d'un mécanisme institutionnel spécifique, mais que la remise à jour et la rationalisation des organes existants sont une condition nécessaire et logique pour que le système des Nations Unies suive le rythme de l'évolution.

83. La sécurité économique collective peut se manifester par la création de règles et le représentant de l'Italie cite à ce propos plusieurs exemples actuels: la Charte des droits et devoirs économiques des Etats qui est en cours d'élaboration grâce à l'initiative du Président du Mexique, la Conférence sur le droit de la mer qui se réunit à Caracas, la formulation de codes de conduite que l'on envisage pour des questions de plus en plus nombreuses, les négociations commerciales générales qui se déroulent dans le cadre du GATT ainsi que les discussions qui auront lieu à Bucarest et à Rome sur les problèmes de population et d'alimentation. Il n'en reste pas moins vrai que l'accent est surtout placé sur les problèmes de développement et que ceux-ci seront de nouveau étudiés à la prochaine session extraordinaire de l'Assemblée générale, en 1975.

84. Il est évidemment trop tôt pour attendre des résultats ou faire des prévisions à la suite de la réunion de la sixième session extraordinaire de l'Assemblée générale, mais il est certain que le nouveau processus déclenché par l'Assemblée a mis en lumière tous les aspects d'un problème mondial que l'on pose maintenant dans des termes différents. La première conséquence a été l'adaptation de la Stratégie internationale du développement aux nouvelles réalités: la coopération et l'interdépendance doivent être renforcées sous toutes leurs formes. Tous les problèmes qui se posent en matière de développement, de commerce, de réforme monétaire, de population, d'alimentation, d'établissements humains ont un point commun, à savoir le caractère dynamique de chaque situation et la nécessité d'aborder les problèmes dans une perspective dynamique elle aussi. C'est ainsi que le développement doit être vu comme l'amélioration du bien-être et non pas comme le simple approvisionnement en moyens de subsistance d'une population en expansion. Cela exige évidemment un inventaire minutieux de tous les moyens et de toutes les ressources disponibles ou potentielles au service du développement. Plusieurs initiatives ont déjà été prises ici même et dans d'autres organes, et le Conseil va notamment étudier les mesures prévues dans les projets de résolution qui lui ont été renvoyés par l'Assemblée générale lors de sa sixième session extraordinaire (E/L.1599).

85. Il est un sujet particulier qui aux yeux de la délégation italienne mérite des observations plus détaillées: il s'agit des sociétés multinationales. Le rapport du Groupe de personnalités ainsi que les remarques du Secrétaire

général sur le sujet (1900ème séance) appellent certainement un examen plus approfondi que la simple lecture à laquelle les délégations ont pu se livrer dans le peu de temps qui leur était imparti. Comme l'a fait remarquer le Secrétaire général, la création d'un mécanisme international dans ce domaine est particulièrement délicate, mais on ne saurait ignorer ou négliger le rôle joué par les sociétés internationales dans l'économie d'aujourd'hui. Il s'agit d'un instrument qu'il faut utiliser et orienter de manière à en tirer le maximum de bénéfices et éviter qu'il n'exerce une influence néfaste. Ces sociétés constituent un véhicule efficace pour la circulation des capitaux et des techniques. La délégation italienne étudie les recommandations du Groupe et celles du Secrétaire général concernant l'éventuelle création d'un mécanisme international et déclare qu'à son avis un tel mécanisme ne pourra être qu'une source d'informations et d'aide, et ne devra porter nullement atteinte à la responsabilité des Etats qui seuls décideront de leur politique à l'égard des sociétés multinationales. Il incombe à chaque gouvernement de choisir la manière dont il se servira de ces instruments économiques en vue de l'intérêt mutuel.

86. Pour finir, M. Cavaglieri aborde la question de l'action dans les situations d'urgence, toujours dans le cadre de la sécurité économique collective. L'intervention la plus récente des Etats et des organismes internationaux à l'occasion d'événements tragiques a été l'aide apportée aux régions d'Afrique centrale frappées par la sécheresse. En outre, les bouleversements économiques provoqués par les fluctuations de prix ont placé certains pays dans une situation particulièrement difficile. Le Programme spécial adopté par l'Assemblée générale vise à répondre aux besoins des pays les plus affectés par une série de mesures à court et à moyen terme sous le contrôle d'un comité *ad hoc*. Il s'agit du premier ensemble de mesures adoptées par l'Assemblée générale pour faire face à une situation économique grave et généralisée.

87. En conclusion, la délégation italienne souhaite vivement que les problèmes communs et les efforts collectifs rapprochent les pays et soient l'occasion d'une meilleure compréhension mutuelle, d'une coopération plus efficace et d'un progrès vers la paix et la prospérité.

La séance est levée à 17 h 25.

1905^e séance

Lundi 8 juillet 1974, à 10 h 15

Président : M. A. KARHILO (Finlande)

E/SR.1905

POINT 3 DE L'ORDRE DU JOUR

Examen général de la politique économique et sociale internationale, y compris l'évolution régionale et sectorielle (*suite*) [E/5479, E/5486, E/5490, E/5502, E/5517, E/5521 et Add.1 à 3, E/5532 et Corr.1]

1. M. ISLAM (Pakistan) dit que le système économique mondial actuel n'a manifestement pas servi les intérêts de l'ensemble de l'humanité. Il favorise quelques pays riches au détriment des autres et a été conçu pour perpétuer une situation qui permet aux riches d'exploiter les pauvres et aux forts de dominer les faibles. L'écart de niveau de vie entre pays développés et pays en voie de développement montre que ce système est mauvais et injuste. La majorité de l'humanité ne saurait plus longtemps l'accepter. L'effondrement du système monétaire, la dislocation des structures commerciales internationales, la montée en flèche des prix des matières premières, la crise de l'énergie et l'incapacité des institutions existantes à stabiliser les prix et le coût de la vie ont amené des pays en voie de développement au bord de la faillite économique. Cette situation est l'aboutissement d'un processus dont le point de départ remonte à

plusieurs années, mais rien de constructif n'a été fait jusqu'à ce que la crise de l'énergie ait contraint les pays développés à engager le dialogue avec les pays en voie de développement pour essayer de résoudre leurs propres problèmes.

2. A sa sixième session extraordinaire, l'Assemblée générale a adopté une Déclaration concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international mais les réserves faites par de nombreux pays ont donné l'impression que, dans le nouvel ordre économique envisagé, les pays en voie de développement feraient sans doute entendre leurs voix mais ne prendraient pas les décisions, ces dernières restant l'apanage des pays développés. Des tentatives ont incontestablement été faites pour que ce nouvel ordre économique continue à servir les intérêts de ces pays, sans que les droits des pays en voie de développement soient dûment pris en considération. D'aucuns craignent apparemment que l'excédent de la balance des paiements des pays producteurs de pétrole, par exemple, n'ait des répercussions catastrophiques sur l'ordre économique international. Au contraire, cet état de choses pourrait marquer la naissance d'un meilleur équilibre. Les pays industrialisés ont eu une balance des paiements excédentaire pendant